

tueux, ils auraient l'effet d'une prophétie qui se réalise. Telle est la nature du problème que nous essayons de résoudre. Le but des consultations qui ont eu lieu avec divers groupes économiques du pays était d'essayer d'éviter ce danger même. Nous nous sommes lancés dans une série d'entretiens avec divers groupes du pays afin d'essayer d'en arriver à une entente sur des objectifs nationaux en vue de ralentir régulièrement l'inflation. Nous tenions à discuter avec eux de moyens pratiques et acceptables d'atteindre ces objectifs. Ce travail-là en est, je crois, aux phases terminales de la première étape.

**M. Stanfield:** Le crépuscule des dieux.

**M. Sharp:** J'espère qu'on annoncera avant longtemps l'amorce de la seconde étape qui, à mon avis, fera beaucoup pour assurer la collaboration indispensable à la solution heureuse des problèmes auxquels j'ai fait allusion. Certains, comme les députés de l'opposition officielle, estiment que nous devrions contrôler les salaires et les prix. D'autres sont d'avis que le gouvernement présentera une série de lignes directrices sans la collaboration des syndicats ou des travailleurs. Cette opinion a été discréditée par le gouvernement et, heureusement, par la population également.

**M. Hees:** Pensez à John Young.

**M. Sharp:** Je vais maintenant aborder un autre aspect de la motion. Il demande à la Chambre de blâmer le gouvernement:

• (1600)

... d'ignorer les propositions concrètes du Crédit social, lesquelles propositions offrent la solution à l'inflation et à la hausse injustifiée des prix; en particulier la proposition d'accorder à tous les consommateurs canadiens un escompte compensé sur tous les produits alimentaires faits au Canada.

Les députés de ce côté-ci de la Chambre attendent avec beaucoup d'intérêt de savoir...

**M. l'Orateur adjoint:** A l'ordre. Je regrette d'interrompre le ministre, mais il aura besoin d'une prolongation pour terminer son discours. C'est aux députés de décider. La Chambre consent-elle à permettre au ministre de terminer ses commentaires?

**Des voix:** D'accord.

**M. Hees:** Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Nous accorderons au ministre tout le temps qu'il voudra s'il nous parle du consensus.

**M. Sharp:** Monsieur l'Orateur, nous nous sommes efforcés d'expliquer un concept que l'opposition trouve impossible à comprendre, probablement parce qu'elle a des œillères. Elle dit que la seule façon de juguler l'inflation dans notre pays, c'est de contrôler les prix et les salaires, même si cette méthode a été rejetée aux dernières élections. Elle ne comprend rien d'autre. Elle croit que c'est la panacée. Nous la rejetons. Nous n'avons nullement l'intention de l'adopter. Nous cherchons des façons plus constructives de régler le problème. Je suis sûr que nous poursuivrons les efforts fructueux déjà réalisés au Canada pour le régler. Je le répète, notre situation se compare favorablement avec celle de tout autre pays. Elle est certainement meilleure qu'aux États-Unis, en Europe ou au Japon.

Je voudrais terminer mes propos en commentant la deuxième partie de la motion.

### L'inflation

**M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** C'est la fin du commencement.

**M. Sharp:** Dans son discours, j'espère que le porte-parole de l'opposition officielle nous dira si son parti se dispose à appuyer la proposition selon laquelle, on devrait subventionner massivement le consommateur à même les fonds publics.

J'ai prêté l'oreille aux propos du porte-parole de l'opposition quand il a été question d'inflation. Il a dit à un moment donné, qu'il fallait restreindre les dépenses publiques puis à un autre moment qu'il fallait réduire les impôts. Le 16 février, le chef de l'opposition avait déjà abordé ces problèmes. Il disait que le seul fait de parler d'injecter de nouveaux stimulants dans l'économie lui faisait une peur bleue. Je me demande si en disant cela, il songeait au député de York-Simcoe (M. Stevens) qui considère qu'une forte réduction d'impôt pourrait stimuler l'économie. C'est pour cela que je prêterai une oreille attentive quand l'opposition officielle fera valoir ses positions contradictoires.

Pour sa part, le gouvernement ne croit pas que la formule proposée dans la motion du Crédit social, c'est-à-dire une subvention générale à la consommation, soit le moyen de régler le problème. Car nous en avons versé des subventions de temps à autre. Peut-être le ferons-nous encore. Cependant, à notre point de vue, verser de telles subventions ne ferait que stimuler l'inflation et non la ralentir.

**M. Sinclair Stevens (York-Simcoe):** Monsieur l'Orateur, nous sommes d'accord sur la motion présentée aujourd'hui et qui commence par ces mots: «Que cette Chambre déplore l'inaction du gouvernement dans la lutte contre l'inflation en se cachant sous le fallacieux prétexte qu'il s'agit d'un problème international...» J'ai écouté attentivement les propos du président du Conseil privé (M. Sharp). Je pensais que le gouvernement donnerait plus de détails sur ce qu'il a l'intention de faire pour régler les deux problèmes les plus graves du Canada, soit l'inflation et le chômage croissant.

Le gouvernement a eu tendance à ne donner aucun conseil aux Canadiens afin de les aider à réagir de façon appropriée au climat économique confus d'aujourd'hui. Il préfère aborder les problèmes économiques à tâtons. Je ne puis que conclure qu'il ne sait pas lui-même ce qu'il doit faire maintenant. Le président du Conseil privé a eu tendance à se glorifier du passé et il a indiqué que le gouvernement avait pris des mesures constructives pour atténuer l'inflation et, vraisemblablement, pour créer des emplois. Il n'a pas soufflé mot des mesures, si mesures il y a, que le gouvernement pense devoir prendre à l'avenir pour régler les deux problèmes que j'ai mentionnés.

Il est temps que le ministre des Finances (M. Turner) indique aux Canadiens s'il croit que son budget du 18 novembre sera suffisant pour compenser le chômage et juguler l'inflation. Jusqu'ici le ministre des Finances n'a donné aucun indice de ce que serait sa décision finale. Il dit être en train d'examiner la scène internationale, c'est-à-dire les États-Unis, l'Europe et le Japon. Il veut voir quel sera l'effet de son budget au Canada. Entre-temps, il ne veut pas s'avancer jusqu'à prédire un renversement économique et dire, de façon générale, si le gouvernement doit prendre de nouvelles mesures pour remédier aux deux problèmes que j'ai mentionnés.